

« POUR UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE POPULAIRE » : ANALYSE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

19 mai 2010

Le projet « Pour une politique alimentaire populaire » (PPAP) est un réseau d'individus et d'organisations travaillant à la création d'une première politique fédérale de souveraineté alimentaire. S'inscrivant au sein d'un puissant et dynamique mouvement pancanadien travaillant à la redéfinition de nos systèmes alimentaires,



People's Food
Policy Project

Pour une **politique**
alimentaire populaire

l'initiative PPAP propose une politique alimentaire fondée sur les principes de la souveraineté alimentaire. Cette politique assurera l'accessibilité d'aliments sains pour tous, créera un espace où les citoyens pourront façonner les politiques et les programmes alimentaires et développera un lien entre les individus et les environnements naturels.

Au Canada, nous avons assisté, au cours des trente dernières années, à la mise en place d'un système alimentaire fondé sur l'exploitation des gens et de la Terre, en plus de concentrer le pouvoir entre les mains des grandes sociétés. Cette situation a entraîné la marginalisation des petits producteurs, l'augmentation des inégalités au sein de la population et a éventuellement, créé des situations de faim, de malnutrition et d'obésité. Ce système alimentaire mondial, produisant des aliments à un prix artificiellement bas en raison du faible coût du pétrole et de l'utilisation abusive d'engrais synthétiques, ne respecte ni les frontières nationales, ni les limites des milieux environnementaux. Réduit en termes de ressources, à l'état de facteur de production, les éléments naturels sont actuellement surexploités, dégradés et détruits. Cette situation n'est plus viable écologiquement.

Nous croyons fermement qu'un autre système alimentaire est possible. Il existe des alternatives réelles et viables à la colonisation et à l'exploitation des gens et de la terre. Des habitants du Canada et de partout dans le monde sont à l'avant-garde et créent actuellement de nouveaux modèles : l'agriculture urbaine; la revendication des modes d'alimentation et des territoires autochtones; la certification biologique; les politiques d'achat local dans les écoles, les hôpitaux et les milieux de travail; l'agriculture soutenue par la communauté; les pêcheries durables; les cuisines communautaires, les restaurants offrant des aliments locaux; et plus encore. Ces nouvelles façons d'établir des liens entre les gens et la planète doivent être appuyées et les barrières qui en restreignent l'accès, supprimées. Nous élaborons des politiques et des structures de gouvernance afin de consolider ce changement fondamental et structurel.

Considérant le rôle vital des aliments, qui proviennent du fruit de notre labeur et de celui des autres; une dimension essentielle de l'alimentation est celle du don. Nous faisons partie intégrante d'un cercle de vie qui satisfait nos besoins et nous devons nous assurer que personne ne soit mis à l'écart de ce cercle. Nous sommes redevables à ce qui est à la source de notre approvisionnement alimentaire et donc, à nos fournisseurs d'aliments. Nous apprenons à gérer nos comportements, à abandonner l'individualisme et l'arrogance, à constituer une culture communautaire fondée sur le respect et la bienveillance.

Nous bâtissons la souveraineté alimentaire à partir de la base. Nous invitons tous les paliers gouvernementaux canadiens à délaisser les politiques qui engendrent la division et la destruction, qui soutiennent la privatisation et la marchandisation. Nous les convions à adopter plutôt des politiques qui appuient la souveraineté alimentaire.

L'initiative *Pour une politique alimentaire populaire* propose des politiques qui :

- reconnaissent et garantissent un rôle significatif aux citoyens, à la société civile et aux divers intervenants quant à l'élaboration des politiques et des programmes alimentaires;
- assurent un niveau de vie décent à ceux qui cultivent et récoltent les aliments;
- accordent une priorité à la consommation locale plutôt qu'aux importations/exportations d'aliments;
- instaurent des programmes universels afin que tous aient dignement accès à des aliments en quantité et qualité suffisante
- mettent en lumière le rôle central des femmes dans tout le système alimentaire, en reconnaissance de leur contribution à la production d'aliments ainsi qu'à l'édification et au maintien de la communauté;
- honorent la culture et promeuvent l'autonomie des populations indigènes de manière à s'assurer qu'elles puissent se perpétuer et enseigner à tous les liens bienveillants et respectueux avec les éléments naturels;
- restreignent les pouvoirs des entreprises alimentaires, notamment concernant les publicités, les commandites et les autres techniques utilisées pour promouvoir les aliments non sains, en particulier auprès des enfants;
- abolissent le régime de la propriété intellectuelle et le secret par un processus public de libre partage des recherches et des connaissances; ce régime reconnaît les différents modes d'acquisition du savoir;
- élaborent des règles d'hygiène et de salubrité des aliments fondées sur le plus faible niveau de risque de transformation dans des installations locales et de dimension réduites;
- imposent le principe de précaution dans le cas de toutes nouvelles technologies; on vise une garantie raisonnable d'absence de préjudices préalablement à la pénétration de cette nouveauté dans le système alimentaire;

- promulguent des politiques relatives au commerce et à l'aide alimentaire qui vont dans le sens de la souveraineté alimentaire des autres pays et des autres peuples.